



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

RC/ad hoc/8

ORIGINAL: anglais

DATE: 6 septembre 1978

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE AD HOC SUR
LA REVISION DE LA CONVENTION

Genève, 11 au 15 septembre 1978

COOPERATION ENTRE L'UPOV ET L'OMPI
EN VERTU DE LA CONVENTION UPOV REVISEEMémoire du Secrétaire général

1. A la seizième session du Comité consultatif, tenue les 5 et 9 décembre 1977 (document CC/XVI/5), le Secrétaire général a déclaré qu'il préparera un projet d'accord concernant la coopération technique et administrative de l'UPOV et de l'OMPI qui devrait se substituer au règlement actuel (ci-après dénommé "le règlement" et dont copie est jointe), compte tenu des modifications que l'on envisage d'apporter à la Convention, plus précisément du fait que la Convention révisée ne contiendrait plus aucune référence aux BIRPI ou à l'OMPI et ne prévoirait plus de fonction de surveillance exercée par le Gouvernement suisse. Il a également déclaré que cet accord ne s'écartera pas, quant au fond, des accords actuels.
2. Ayant examiné la question, le Secrétaire général estime que, pour des raisons pratiques, il conviendrait de lui donner des précisions sur les principes en cause avant qu'il n'établisse un projet in extenso.
3. En ce qui concerne ces principes, l'avis provisoire du Secrétaire général est le suivant:
 - i) les dispositions fixant les modalités de la coopération de l'UPOV et de l'OMPI devraient faire l'objet d'un accord entre les deux organisations. Cet accord serait approuvé par le Conseil de l'UPOV et le Comité de coordination de l'OMPI. Il serait ensuite signé par le Président du Conseil de l'UPOV et le Directeur général de l'OMPI.
 - ii) Articles 1, 2 et 3 du règlement. Ces articles, qui traitent respectivement du siège de l'UPOV, du Secrétaire général de l'UPOV et du Secrétaire général adjoint de l'UPOV, devraient rester inchangés quant au fond.
 - iii) Article 4 du règlement. Le "Département des obtentions végétales" visé dans l'article à l'étude n'a jamais été établi en tant que tel. Le personnel exclusivement au service de l'UPOV est habituellement désigné sous le vocable "Bureau" de l'UPOV. Il est estimé que cet usage est préférable. Par conséquent, il est proposé que l'article en question soit modifié selon les principes suivants:
 - a) le Secrétaire général adjoint et les autres membres du personnel au service exclusif de l'UPOV seront chargés de toutes les questions relatives à la substance de la Convention UPOV et de toute activité concernant la coopération internationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales;
 - b) sous réserve des responsabilités dévolues au Secrétaire général, ledit personnel sera dirigé par le Secrétaire général adjoint;
 - c) par "Bureau" de l'UPOV, on entendra le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et ledit personnel.

iv) Article 5 du règlement. La référence au Gouvernement suisse n'étant plus applicable, cet article devrait être modifié et prévoir qu'avant de nommer un fonctionnaire à un poste classé P/4 ou au-dessus, le Secrétaire général devra consulter le Secrétaire général adjoint et obtenir l'accord du Conseil ou du Comité consultatif ou, en cas d'urgence, avoir consulté les membres de ces organes par correspondance; si la moitié, ou plus, des membres formulent des objections lors d'une consultation par correspondance, le Secrétaire général ne pourra procéder à la nomination. Les mêmes dispositions seraient applicables au licenciement d'un fonctionnaire occupant un tel poste.

v) Article 6 du règlement. Dans le paragraphe 1), les mots "d'entente avec le Gouvernement suisse" devraient être supprimés. Les dispositions des paragraphes 2) et 3) devraient faire l'objet d'une décision du Conseil de l'UPOV, et non être incluses dans un accord avec l'OMPI.

vi) Article 7 du règlement. Cette disposition devrait rester inchangée quant au fond.

vii) Article 8 du règlement. Cette disposition devrait rester inchangée quant au fond, sous réserve de l'omission de la référence au Gouvernement suisse figurant dans le paragraphe 3).

viii) Article 9 du règlement. Cette disposition devrait rester inchangée quant au fond.

ix) Article 10 du règlement. Alors que la deuxième et la quatrième phrases du paragraphe 1) et le paragraphe 2) devraient rester inchangés quant au fond, la première phrase du paragraphe 1) devrait prévoir que la notification sera adressée directement par l'UPOV à l'OMPI ou vice versa (et non au Département politique fédéral) et la troisième phrase du paragraphe 1) devrait faire référence à l'année qui est postérieure de cinq ans à l'année au cours de laquelle la Convention UPOV révisée sera entrée en vigueur.

x) Article 11 du règlement. Cet article devrait être supprimé du fait que l'on mettrait fin à la fonction de surveillance du Gouvernement suisse en vertu de la Convention UPOV révisée.

3. Le Comité est invité à donner son avis sur les suggestions figurant dans le paragraphe précédent.

[L'annexe suit]

Règlement concernant les modalités de la coopération technique
et administrative de l'Union pour la protection des obtentions végétales
et de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle*

Article premier

Siège de l'UPOV

Le siège de l'UPOV est fixé à Genève auprès de l'OMPI.

Article 2

Secrétaire général de l'UPOV

La personne qui est actuellement le Directeur général de l'OMPI, ainsi que toute personne qui, dans l'avenir, sera Directeur général de l'OMPI, est le Secrétaire général du Bureau de l'UPOV (ci-après désigné "le Secrétaire général").

Article 3

Secrétaire général adjoint de l'UPOV

- 1) Un poste de Secrétaire général adjoint est établi.
- 2) Nonobstant la subordination hiérarchique du Secrétaire général adjoint au Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint a le droit :
 - a) d'être présent à toutes les réunions du Conseil de l'UPOV,
 - b) de faire rapport directement au Conseil de l'UPOV chaque fois qu'il est en désaccord avec tout acte, plan ou proposition du Secrétaire général.

Article 4

Département des obtentions végétales

- 1) Au sein du Bureau de l'UPOV est établi un Département des obtentions végétales qui sera chargé de toutes les questions relatives à la substance de la Convention pour la protection des obtentions végétales et de toute activité concernant la coopération internationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales.
- 2) Sous réserve des responsabilités dévolues au Secrétaire général, ledit département est dirigé par le Secrétaire général adjoint.

Article 5

Nominations et licenciements

- 1) Le Conseil de l'UPOV, avant de faire des propositions concernant la nomination d'un fonctionnaire du cadre supérieur du Bureau de l'UPOV, et le Gouvernement suisse, avant de procéder à sa nomination, entendent l'avis du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.
- 2) Il en est de même avant de mettre fin à l'engagement d'un fonctionnaire dudit cadre.
- 3) Par "fonctionnaire du cadre supérieur" il faut entendre des fonctionnaires dont les postes sont classés P/4 et au-dessus.

* Approuvé par le Gouvernement de la Confédération suisse le 21 octobre 1969 et modifié le 23 août 1973 et le 17 juin 1976, conformément à l'article 25 de la Convention pour la protection des obtentions végétales signée à Paris le 2 décembre 1961 (voir document UPOV/C/IV/6, annexe, UPOV/C/VII/7 et C(Extr.)/II/2).

Article 6*Rémunérations

1) Le Secrétaire général aura une indemnité dont le montant annuel est fixé par le Conseil d'entente avec le Gouvernement suisse, en proportion du traitement qu'il reçoit en sa qualité de Directeur général de l'OMPI.

2) Le poste du Secrétaire général adjoint est classé au grade D/1 - D/2, à un échelon à déterminer eu égard à l'expérience de la personne nommée.

3) Les postes des autres fonctionnaires du cadre supérieur sont classés P/5 ou P/4 selon la procédure prévue au Statut et Règlement du personnel.

Article 7Services administratifs

1) L'OMPI satisfait les besoins du Bureau de l'UPOV en ce qui concerne :

- a) les locaux, leur entretien (nettoyage, chauffage, éclairage) et leur ameublement et équipement (mobilier, machines de bureaux, téléphones),
- b) l'administration financière (contrôle interne, encaissement et débours, etc.),
- c) le courrier et les documents (dactylographie, reproduction, réception et expédition, enregistrement, etc.),
- d) l'organisation des réunions (salles, interprètes, enregistrement sonore), ainsi que l'organisation des voyages (billets, hôtels, etc.),
- e) l'achat de matériel, équipement et mobilier de bureau,
- f) les traductions de documents,
- g) les publications (impression, distribution, vente, abonnement),
- h) le service du personnel,
- i) tout autre service qui aura fait l'objet d'un accord entre l'UPOV et l'OMPI.

2) Les besoins du Bureau de l'UPOV seront satisfaits sur une base de stricte égalité avec les besoins des autres Unions gérées par l'OMPI.

Article 8Indemnisation de l'OMPI

1) L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service qu'il rend à l'UPOV en vertu de l'Article 7 ci-dessus et pour toute dépense qu'il pourrait faire pour le compte de l'UPOV.

2) La valeur de tout service et de toute dépense de l'OMPI qui intéresse à la fois l'UPOV et une ou plusieurs des Unions administrées par l'OMPI est répartie proportionnellement à l'intérêt relatif de chacune des Unions. L'indemnisation due par l'UPOV à l'OMPI correspond à la proportion de l'intérêt de l'UPOV dans ledit service ou ladite dépense.

3) Les détails de l'évaluation des services et dépenses seront établis par le Conseil de l'UPOV, les organes compétents de l'OMPI et le Gouvernement de la Confédération suisse.

* Applicable à partir du 1er janvier 1976.

Article 9

Indépendance du Bureau de l'UPOV

Sous réserve de l'application de l'Article 7 ci-dessus, le Bureau de l'UPOV exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Article 10

Fin de la coopération

1) La coopération définie dans le présent règlement peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant une notification écrite adressée au Chef du Département politique fédéral par le Président du Conseil de l'UPOV ou par le Directeur général de l'OMPI. Une telle notification pourra mais ne devra pas être motivée. Elle ne pourra pas être faite avant le 1er janvier 1972. Elle prendra effet le 31 décembre de l'année pendant laquelle la notification a été effectuée si elle fut effectuée pendant les premiers trois mois de l'année, tandis qu'elle prendra effet le 31 décembre de l'année qui suit l'année pendant laquelle la notification a été effectuée si elle fut effectuée pendant les neuf derniers mois de l'année.

2) Toute coopération de l'OMPI avec l'UPOV, y compris son Bureau, prendra fin automatiquement le jour où la personne qui est le Directeur général de l'OMPI ne sera pas également le Secrétaire général de l'UPOV, soit parce que le poste de Secrétaire général est rempli par une autre personne, soit parce que le poste de Secrétaire général n'est plus pourvu. Il est néanmoins entendu que si le poste de Directeur général est temporairement vacant, la personne qui remplira les fonctions de Directeur général ad intérim de l'OMPI remplira automatiquement également les fonctions de Secrétaire général ad intérim de l'UPOV.

Article 11

Application, modification et abrogation
du règlement

Le Conseil fédéral, en sa qualité d'Autorité de surveillance des Unions intéressées, surveille l'application du présent règlement. Il peut le modifier ou l'abroger en accord avec l'UPOV et l'OMPI.

[Fin de l'annexe et du document]